Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 22

Nombre des Membres
en fonction : 22

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 16

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 19

Convoqués le : 07/12/2018

VOTE

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU ONZE DECEMBRE DEUX MILLE DIX-HUIT à 18 H 00

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Frédéric NAVROT, Maire.

Etaient présents : M. Raymond FRANZKE, Mme Catherine BASSOT, Mme Nathalie COLLIN-CESTONE, M. Yannick GROUTSCH, Mme Cathy LESURE, M. Richard PERRET, M. Claude BEBON, M. Marc BURGUND, M. Bernard CHOLLOT, Mme Marie Josée HANESSE, Mme Laurence HERRMANN, M. Jean-Loup MAHIEU, M. Emile OMINETTI, M. Didier LEVIS, M. Calogero GALLETTA (arrive au point n°3).

Absents ayant donné pouvoirs :

Mme Claire ADAM a donné pouvoir à Mme Cathy LESURE.
M. Jérôme DESFORGES a donné pouvoir à Monsieur le Maire.
M. Christian HANEN a donné pouvoir à Mme Nathalie COLLIN-CESTONE.

Absents Excusés : Mme Isabelle GAYRAL, Mme Jessica SCHMIDT, Sandrine MOUGEOT.

Secrétaire de Séance : Mme Laurence HERRMANN

=====

Monsieur le Maire ouvre la séance à 18 h 00 et constate que le quorum est atteint.

Le compte-rendu de la séance précédente est adopté à l'unanimité.

Ouverture des crédits au quart de l'investissement en 2019

Monsieur le Maire, explique au Conseil Municipal qu'il convient d'ouvrir les crédits d'investissement afin que la commune puisse faire face à des dépenses d'investissement avant le vote du Budget Primitif 2019. Cette décision budgétaire est prise chaque année par le Conseil Municipal et une nouvelle fois, il lui est proposé d'ouvrir ces crédits. Ceci en conformité avec l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que « *dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er Janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente* ».

Les restes à réaliser sont exclus du calcul du quart de l'investissement.

Conformément à l'article précité, il est proposé au Conseil Municipal d'ouvrir les crédits à hauteur des montants ci-dessous :

La ventilation par chapitre et articles budgétaires est la suivante :

Chapitre	BP + DM 2018	RAR 2017	Autorisation de crédits jusqu'au vote du BP 2019
20	22 000,00 €	4 644,00 €	5 500,00 €
21	790 831,32 €	110 850,52 €	197 707,83 €
23	840 000,00 €	43 220,40 €	210 000,00 €

Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles	
Articles	Montant anticipé
2031: Frais d'études	5 500 €
TOTAL	5 500 €

Chapitre 21 : Immobilisation corporelles	
Articles	Montant anticipé
2116 : Cimetière	15 000,00 €
2118 : Autres terrains	20 000,00 €
21311 : Hotel de ville	10 000,00 €
21312 : Bâtiments scolaires	11 000,00 €
21318 : Autres bâtiments	40 000,00 €
2152 : Installation de voirie	30 000,00 €
21578: Autre matériel et outillage de voirie	5 000,00 €
2158: Autres installations matériel et outillage technique	8 700 €
2182: Matériel de transport	10 000,00 €
2183: Matériel informatique	2 000,00 €
2184: Mobilier	30 000,00 €
2188: Autres immobilisations corporelles	16 000,00 €
TOTAL	197 700,00 €

Chapitre 23 : Immobilisations en cours (hors opérations)	
Articles	Montant anticipé
2315 Installation matériel et outillage technique	50 000 €
2312 Agencement et aménagement de terrain	60 000,00 €
2313 Construction	100 000,00 €
TOTAL	210 000 €

Sur proposition de Monsieur le Maire, il est proposé d'ouvrir les crédits au quart de l'investissement et d'autoriser la ventilation des crédits comme figurant dans les tableaux ci-dessus.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la nomenclature M14,
VU l'avis favorable de la commission des finances du 04/12/2018.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE l'ouverture des crédits au quart de l'investissement pour l'année 2019 conformément au tableau évoqué ci-dessus.

APPROUVE la ventilation des crédits.

AUTORISE jusqu'à l'adoption du budget primitif 2019 le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. En outre, il informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

PUBLIÉ LE :
TRANSMIS EN PREFECTURE LE :

Approuvé à l'unanimité

M. MAHIEU s'interroge sur la formulation de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui traite des dépenses de fonctionnement alors que la délibération traite des dépenses d'investissement.

M. le Maire précise que les crédits de fonctionnement sont partiellement débloqués par le Trésor Public en janvier. Il en va différemment des crédits d'investissement qu'il convient d'ouvrir au quart si la commune souhaite payer des dépenses sans avoir voté le budget primitif.

Décision budgétaire modificative n°2

Monsieur le Maire, explique au Conseil Municipal que le budget sera clôturé au 31 décembre 2018. Le chapitre 012 doit être abondé en crédits pour les dépenses liées à l'emploi d'intérimaires durant l'année. Le recours à cette main d'œuvre ponctuelle est utile à la fois pour les manifestations et pour les travaux extérieurs, mais aussi pour continuer à générer des économies de personnel.

En ce qui concerne la section d'investissement, l'opération sous mandat permet de distinguer les dépenses incombant à la commune et celles relevant de Metz Métropole en raison des transferts de compétence. Les crédits prévus au chapitre 458 sont insuffisants dans le cadre de l'opération rue de la Prairie et il convient d'en prévoir tant en recettes qu'en dépenses afin que le compte soit équilibré.

La présente décision budgétaire modificative s'effectue tant en fonctionnement qu'en investissement.

Section de Fonctionnement

Virements entre chapitres : Dépenses de fonctionnement			
012	6218	Autre personnel extérieur	5 600,00 €
012	64111	Rémunération principale	4 400,00 €
011	6251	Voyages et déplacements	- 700,00 €
011	6156	Maintenance	- 3 300,00 €
011	6247	Transport	- 2 000,00 €
011	6232	Fêtes et cérémonie	- 3 000,00 €
011	63512	Taxes foncières	- 1 000,00 €
		Total	- €

Section d'investissement

Virement entre chapitres : Dépense d'investissement		
Compte	Objet	Montant
45810101	Opération sous mandat	42 789,90 €
2315	Installation matériel et outillage technique	- 42 789,90 €
Total		- €

Virement entre chapitre : Recette d'investissement		
Compte	Objet	Montant
45820101	Opération sous mandat	42 789,90 €
1328	Autre	- 42 789,90 €
Total		- €

En position de Monsieur le Maire, il est proposé d'approuver la présente décision budgétaire modificative.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. En outre, il informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

PUBLIÉ LE :

TRANSMIS EN PREFECTURE LE :

VU la nomenclature M14,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré ;

APPROUVE la décision modificative conformément aux tableaux figurant ci-dessus.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération

Approuvé à l'unanimité

M. MAHIEU s'interroge sur le fait que la commune ait des dépenses de fonctionnement relatives aux taxes locales.

M. le Maire lui répond que les communes paient des taxes foncières sur leurs bien du domaine privé.

Création de la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité

Monsieur le Maire, explique au Conseil Municipal que la Metz Métropole a acquis de nouvelles compétences et, en particulier, la compétence Energie. Elle est ainsi devenue ainsi une autorité organisatrice de la distribution d'électricité. La loi fait obligation aux métropoles de voter la TCCFE, et d'en choisir le coefficient qui peut varier de 0 à 8.5. Avant 2018, certaines communes avaient déjà voté cette taxe avec un coefficient de 8.5 (Ars sur Moselle, Marly, Montigny les Metz, Woippy et Metz). Afin de respecter l'égalité des habitants de toute la métropole devant l'impôt, il a été décidé d'appliquer la TCCFE avec ce coefficient.

L'objectif immédiat est d'aider les communes à supporter les nouvelles charges entraînées par l'entrée en Métropole.

À terme cette taxe permettra de financer une politique énergétique sur l'agglomération à destination des habitants.

À titre d'information, la Taxe d'Enlèvement sur les Ordures Ménagères (TEOM) entièrement payée par les habitants baissera de 1 à 1.5 million en 2018 et du même montant en 2019.

Par délibération en date du 24 septembre 2018, le conseil métropolitain a instauré la TCCFE avec un coefficient de 8.5 % qui équivaut à une taxe de 4 % sur le montant de la facture d'électricité (particulier, entreprises et commerces). Le montant du produit estimé sur toute la Métropole est de 934 000 €.

3 communes ne sont pas concernées par cette délibération, car elles font partie d'un syndicat qui exerce la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité (SIEOM) : Gravelotte, Verneville et Amanvillers.

Pour être validée, cette délibération doit être confirmée par une délibération concordante des communes de plus de 2 000 habitants qui n'avaient pas instauré cette taxe au 1^{er} janvier 2018 : Le Ban St Martin, Longeville les Metz, Moulins les Metz, Saint Julien les Metz, Plappeville et Scy-Chazelles.

Scy-Chazelles n'a pas instauré, jusqu'ici, la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité. D'autres communes composant la Métropole l'ont déjà instaurée. Au 31 décembre 2017, elles étaient au nombre de 14.

A titre d'information, la mise en place de cette taxe pour la commune engendrerait une recette prévisionnelle de 52 000 € dont la moitié serait reversée à la commune.

VU le CGCT et notamment les articles L5212-24 et L5215-32, instituant la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité et permettant la perception par les Métropoles ainsi que la possibilité d'en reverser tout ou partie aux communes membres;

VU la transformation de Communauté d'Agglomération en Métropole au 1er janvier 2018 de l'EPCI "Metz Métropole";

VU la délibération du Conseil Métropolitain du 24/09/2018 instaurant la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité au niveau métropolitain à compter du 1er janvier 2019 et fixant le coefficient multiplicateur à 8,5;

VU la délibération du Conseil Métropolitain du 24/09/2018 décidant de reverser 50% du produit perçu lors des années 2019 et 2020 sur les bans communaux sur lesquelles la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité Métropolitaine sera levée;

CONSIDERANT la nécessité pour la Métropole d'obtenir une délibération concordante des communes de plus de 2000 habitants concernées afin de pouvoir instaurer la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité Métropolitaine sur leurs bans communaux ainsi que le reversement de 50% du produit collecté;

CONSIDERANT l'intérêt de la commune de bénéficier de ce reversement au titre de la solidarité territoriale;

Sur proposition de Monsieur le Maire, il est proposé d'étudier l'instauration de la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité dans la perspective de percevoir la moitié des recettes tirées de ce nouveau produit fiscal.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

REFUSE l'instauration de la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité sur le ban communal.

Rejeté à l'unanimité

M. le Maire indique que Metz Métropole reversera la totalité de la recette jusqu'en 2020 avec 50% de TCCFE et 50% en compensation de la baisse de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC). A partir de 2020, seule la moitié sera reversée à la commune. Il y a une obligation de prendre position sur ce point avant la fin de l'année. Si la commune refuse d'appliquer la TCCFE, Metz Métropole ne l'appliquera pas sur le territoire communal. Pour les communes qui ont adopté la TCCFE avant le passage en Métropole, le taux de 8.5% s'applique de facto. Il en va de même pour celles inférieures à 2 000 habitants où la taxe s'applique d'office. Scy-Chazelle a donc le choix d'appliquer cette taxe ou non.

M. le Maire reprend en disant qu'il n'est pas favorable à l'application de cette taxe. Il y a 15 jours, la commune a abrogé la Taxe sur les Publicités et Enseignes Lumineuses afin de soulager la pression fiscale des entreprises et il convient d'en faire de même pour les particuliers. Ne pas approuver la mise en place de cette taxe permettrait de préserver le pouvoir d'achat des habitants avec une attractivité plus forte de la commune pour de nouveaux habitants. Le coût de cette nouvelle taxe coûte environ 50 € par an et par foyer.

M. CHOLLOT dit que cette taxe s'ajoute à d'autres taxes comme la GEMAPI.

M. FRANZKE dit qu'il est d'accord pour ne pas l'appliquer à l'heure où il existe déjà une pression fiscale importante.

Mme COLLIN-CESTONE dit que beaucoup de gens ont besoin de ces 50 € pour vivre.

Mme BASSOT s'interroge sur le lien qui est fait avec la TEOM.

M. le Maire répond que Metz Métropole essaie de justifier une certaine « neutralité » de cette taxe supplémentaire, qui serait en quelque sorte compensée par la récente baisse de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Il ne partage pas cette explication. En effet, il est normal que la TEOM diminue, car de nombreux investissements ont été réalisés en ce sens par Metz Métropole et les habitants ont également contribué dans leurs pratiques (conteneurisation, baisse du nombre de ramassages hebdomadaires, tri sélectif, ...). Il est logique que le prix de la TEOM baisse à terme et les recettes de cette taxe ne servent à financer que l'enlèvement des déchets. La recette ne peut pas être affectée à une autre dépense.

M. le Maire précise toutefois qu'en termes d'image, le rejet de cette délibération peut apparaître comme contradictoire avec les choix de la commune en matière de développement durable et de transition énergétique. Car la recette qui sera perçue par la Métropole devrait servir à financer cette thématique. Or la commune de Scy-Chazelles est et a toujours été précurseur dans le domaine des économies d'énergie et de l'environnement. Néanmoins, il s'agit toujours et encore d'une taxe à payer par le contribuable ... donc il n'y est pas favorable.

Mme COLLIN-CESTONE lit l'avis de M. HANEN : « Le projet de délibération nous présente comme étant pieds et poings liés, ce qui est vrai. On est malheureusement obligé de suivre. Mais cette taxe est particulièrement malvenue à un moment où le peuple râle à juste raison contre la pression fiscale devenue difficilement supportable. Le Conseil vient par ailleurs de supprimer la TLPE due par les commerçants, et la création de cette nouvelle taxe peut apparaître comme une provocation aux yeux des particuliers, sentiment d'autant aigu que la commune va bénéficier d'un reversement partiel de cette taxe ».

Mme COLLIN-CESTONE demande s'il y aura des pénalités à l'égard de la commune en cas de refus de la taxe ?

M. le Maire dit que la commune renoncera à une recette de 26 000 €, qui devait compenser les nouvelles baisses de dotation de la Métropole. Il précise que dans le futur, Metz Métropole verserait peut-être des subventions aux communes qui ont adopté cette taxe afin de financer des travaux énergétiques, mais qu'à ce jour nous ne disposons pas de garanties en ce sens.

M. BEBON indique que les grosses communes comme Metz ou Woippy seront toujours prioritaires pour ces subventions.

Mme COLLIN-CESTONE demande ce que représente le coût de la baisse de la recette de la TEOM (1 à 1.5 million d'euros) dans le budget total de Metz Métropole.

M. le Maire n'a pas l'information en séance.

Mme COLLIN-CESTONE dit que les habitants paient de la taxe sur la taxe.

M. MAHIEU ajoute que cette taxe ne doit pas contribuer à enrichir l'UEM qui est une régie de la ville de Metz, qui est excédentaire.

M. le Maire donne lecture de l'avis de M. DESFORGES absent lors de cette séance :

« Nous avons répété à maintes reprises que la fiscalité ne serait pas augmentée jusqu'à la fin du mandat. Aujourd'hui, Metz Métropole exerce une forte pression à la limite du chantage pour la mise en place de cette nouvelle TAXE, qui contribuera au millefeuille. Aussi, on ne peut trahir les électeurs qui nous ont accordé leur confiance en 2014. La recette pour la commune sera au mieux de 50% du montant collecté. La diminution de la TEOM ne doit pas être mentionnée dans la délibération pour justifier la mise en place de cette taxe sur les consommations d'électricité. Ces deux problématiques n'ont absolument aucun lien entre elles. Enfin, la diminution annoncée (pour mieux faire accepter la TFCE) serait au mieux de 6,5 € par habitant (1,5 M€ pour 230 000 habitants) ».

M. CHOLLOT indique que si la taxe foncière est analysée en détail, on peut constater que Metz Métropole perçoit déjà une belle recette.

Mme HERRMANN demande s'il faut délibérer chaque année sur la taxe sur l'électricité.

M. le Maire répond que non.

Convention d'entretien de voirie avec Metz Métropole

M. FRANZKE, Premier Adjoint au Maire, explique au Conseil Municipal que la Métropole est dotée d'un nombre désormais important de compétences dont celles relatives à l'entretien de la voirie publique et de ses dépendances, des bandes cyclables ainsi que celles relatives au suivi des travaux organisés par les concessionnaires sur le domaine public. Cependant, l'intercommunalité n'a pas encore les moyens humains et matériels pour assurer ces missions. Elle réfléchit néanmoins à une organisation efficiente et proche des administrés.

La convention jointe à la présente délibération confie à la commune, pour une durée d'un an, les compétences décrites ci-dessus. L'échelon communal incarne la proximité avec les administrés et les problèmes d'entretien de voirie peuvent être mieux réglés à cette échelle. Ces prestations sont donc exécutées pour le compte de Metz Métropole qui rémunère les communes par un prix forfaitaire s'élevant pour la commune à 18 330 €.

Ce prix doit couvrir l'entretien suivant :

- 11242 m² de linéaire de chaussées, trottoirs, usoirs, aires de stationnement situées dans l'assiette de la voirie ;
- 10132 m² de bandes cyclables dans l'emprise du domaine public routier ;
- le petit entretien des ouvrages d'art nécessaires à la conservation et à l'exploitation de la voirie ;
- l'entretien des arbres d'alignement et des espaces verts situés dans l'assiette de la voirie.
- l'instruction des autorisations de voirie sur le domaine public routier.

La durée de la présente convention s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.

Sur proposition de M. FRANZKE, Premier Adjoint au Maire, il est proposé d'autoriser la signature de la convention jointe en annexe de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE la conclusion de la convention avec Metz Métropole relative à l'entretien de la voirie et de ses annexes pour un montant de 18 330 € pour l'année 2018.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

Approuvé à l'unanimité

M. FRANZKE explique qu'il n'a pas retrouvé les chiffres donnés par Metz Métropole dans la convention. Le linéaire de voirie lui semble moins important que ce qui est prévu.

M. CHOLLOT indique que la somme est modique.

M. FRANZKE répond qu'il ne sait pas comment le calcul dans le détail a été fait, mais qu'un ratio moyen a été choisi par l'intercommunalité puis appliqué au territoire communal. Il complète en disant que la commune reçoit de la même manière une subvention de la Métropole pour l'entretien de nos Zones d'Activités Economiques relevant de la compétence métropolitaine.

Modification du taux de franchise de l'assurance statutaire du Centre de Gestion

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que la commune a adhéré au marché public de contrat d'assurance statutaire prenant effet au 1er janvier 2017 et garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et du décret n°86-552 du 14 mars 1986.

Le Maire rappelle que la commune a choisi une franchise de 10 jours de maladie ordinaire avec un taux de cotisation de 5.18% pour les agents titulaires. Les taux étaient garantis 2 ans sans résiliation, soit jusqu'au 31 décembre 2018. Le taux de sinistralité des communes adhérentes au contrat a fortement augmenté et l'assureur GRAS SAVOYE a décidé de rehausser les taux de cotisation avec l'accord du Centre De Gestion de la Moselle. A titre d'information, la franchise de 10 jours fermes par arrêt en maladie ordinaire passerait à un taux de 5,59 %. Elle est donc majorée de 8%. Ce nouveau taux sera garanti jusqu'à la fin du contrat.

Enfin, au taux de l'assureur s'ajoute une contribution financière de 0,14 % pour la prestation d'administration du contrat par le Centre de Gestion. Ce taux s'applique annuellement à la masse salariale assurée par la collectivité.

Sur proposition de Monsieur le Maire, il est proposé au Conseil Municipal d'accepter la formule avec 15 jours de franchise en maladie ordinaire au taux de 5,27 %.

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 26 ;

VU le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

VU le Code des assurances ;

VU le Code des marchés publics, réglementant le marché initial ;

VU la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion en date du 25 novembre 2015, décidant de fixer, au titre de la mise en place de cette mission supplémentaire à caractère facultatif, le taux correspondant à la prestation rendue par le Centre de Gestion ;

Le Conseil, après en avoir délibéré :

DECIDE d'accepter les nouvelles conditions tarifaires.

DECIDE de ne pas quitter le contrat du Centre de Gestion de la Moselle.

MODIFIE/RESTER la formule de franchise pour passer à 15 jours au taux de 5.27%.

DECIDE d'autoriser le Maire ou son représentant à signer le coupon réponse afférent aux taux applicables à compter du 1er janvier 2019.

PREVOIT les crédits nécessaires au budget pour le paiement des primes et de la contribution relative à la mission supplémentaire à caractère facultatif du Centre de Gestion.

Approuvé à l'unanimité

Mme BASSOT note que les arrêts maladie des agents sont à la marge.

M. FRANZKE relève qu'il y a 44 jours de « petits arrêts ».

M. BURGUND demande le coût horaire des agents.

M. le Maire lui répond qu'il est variable selon l'indice et le grade de chaque agent.

M. BURGUND indique qu'il a pris le SMIC horaire comme base afin d'évaluer le manque à gagner pour la commune en cas de passage à une franchise à 15 jours avec le coût de l'assurance. Il estime que le manque à gagner est de 3000 € sur la base du SMIC et dit que l'économie générée par le passage d'une franchise à 15 jours est équivalente.

M. le Maire dit que le passage à une franchise de 15 jours permettrait d'alléger les dépenses de personnel par la diminution du taux de cotisation et précise que le contrat avec le Centre de Gestion de la Moselle se termine dans deux ans.

Convention relative à la mise en souterrain des réseaux d'Orange

Monsieur FRANZKE, Premier Adjoint au Maire, explique au Conseil Municipal que la commune procède à des travaux d'enfouissement de réseau et de réfection de la voirie rue de la Prairie. Ces travaux interviennent dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage déléguée par Metz Métropole.

Orange est un concessionnaire de réseau et confie l'enfouissement des travaux aux entreprises titulaires du marché de voirie sous la direction de la commune qui agit comme maître d'ouvrage. Les frais d'enfouissement seront assumés par la commune. Orange facturera à la commune, après réception des équipements de communications électroniques, un prix de 2 402.27 € T.T.C

La durée de la convention est de trois mois à compter de la date de signature du représentant légal d'Orange.

Sur proposition de M. FRANZKE, Premier Adjoint au Maire, il est proposé d'approuver la signature de la convention avec Orange ainsi que la dépense qui en découlera pour la commune.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le projet de convention adressé par Orange ;

Le Conseil, après en avoir délibéré :

APPROUVE la conclusion de la convention avec Orange ainsi que le montant facturé par ORANGE au titre des équipements de communications électroniques.

AUTORISE le Maire à signer la convention.

Approuvé à la majorité

Pour : 18
Contre : 1 (MAHIEU)

Mme COLLIN-CESTONE lit la question de M. HANEN : « Quels travaux paie la commune ? Orange ne le savait-il pas ? ».

M. FRANZKE répond que la commune paie les gaines et les branchements.

M. le Maire indique qu'Orange n'avait pas de réseau enfoui rue de la Prairie.

M. BURGUND répond que les habitants avaient une ligne fixe alimentée en aérien.

M. FRANZKE rappelle que la commune a déjà payé 9 500 € à Orange.

M. MAHIEU note que les gens qui n'ont pas Orange paient pour ceux qui ont choisi cet opérateur.

M. CHOLLOT répond que cet opérateur loue la fibre à ses concurrents.

M. BURGUND dit qu'il y a deux réseaux dans la commune. Orange et SFR Numéricable.

Convention de passage de la police intercommunale de la commune de Woippy

Monsieur PERRET, conseiller municipal délégué à la sécurité, explique que la commune de Woippy propose depuis plusieurs années une police intercommunale. Cette dernière couvre un large territoire allant de Norroy-le-Veneur à La Maxe. Ce territoire est cependant impacté par une certaine discontinuité, car beaucoup de communes n'ont pas de convention avec Woippy et ne peuvent pas bénéficier de cette police intercommunale.

La commune de Woippy propose donc à Scy-Chazelles d'approuver une convention qui mettrait fin à cette situation sur le secteur géographique. La commune aurait aussi la possibilité de recourir, de manière ponctuelle, aux services de la police de Woippy, si elle le souhaite. Cette question est moins prégnante, car la commune dispose déjà d'un policier municipal et les coûts de la police de Woippy sont onéreux avec un tarif de 135 €/ heure.

Ce tarif comprend les frais en personnel, les moyens mobilisés mis à disposition et les frais de fonctionnement du dispositif ainsi que le carburant. Le montant est revalorisé chaque année. En raison de ce prix et de la présence d'un policier municipal dans la commune, la convention proposée en annexe de la présente délibération prévoit que le taux d'emploi est de 0%.

La commune se joindra à ce dispositif à compter du 1^{er} février 2019 jusqu'au 31 décembre 2019. La convention sera ensuite renouvelée par tacite reconduction pour une durée de trois ans renouvelable.

Sur proposition de Monsieur PERRET, conseiller municipal délégué à la sécurité, il est proposé d'approuver la convention avec la commune de Woippy.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE la conclusion de la convention relative au passage de la police intercommunale sur le territoire communal.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

Approuvé à la majorité

Pour : 18

Contre : 1 (M. DESFORGES)

M. le Maire donne lecture du message laissé par M. DESFORGES : « N'est-ce pas à long terme la porte ouverte à obliger les petites communes à adhérer à une future police municipale intercommunale gérée intégralement par Metz Métropole ? ».

M. le Maire répond que la commune ne présente cette convention au Conseil Municipal que pour permettre la continuité territoriale de Woippy à Ste Ruffine. La police intercommunale passera sur le territoire de la commune sans s'arrêter. Il n'y a aucune arrière-pensée à vouloir adhérer à ce système de prestation à la carte.

M. FRANZKE indique que la commune pourrait utiliser cette convention pour des manifestations ponctuelles organisées par la commune nécessitant une présence policière accrue. M. FRANZKE complète en disant que la disponibilité du policier municipal n'est pas optimale en raison des congés et des formations. Dans le cadre d'un véhicule gênant, la police de Woippy pourra intervenir en son absence.

M. PERRET répond que la convention ne fonctionne pas ainsi. Si la police de Woippy est à l'opposé de Scy-Chazelles elle ne passera pas immédiatement. Il faudra attendre une tournée plus proche de la commune afin qu'elle intervienne.

Mme COLLIN-CESTONE s'étonne du prix de 135 €.

M. FRANZKE dit que s'il y a un tableau des tournées on ne saura pas où est la police et cela peut être un problème.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. En outre, il informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

PUBLIÉ LE :

TRANSMIS EN PREFECTURE LE :

Mme BASSOT indique que sans cette convention la police de Woippy ne pourra aller à Ste Ruffine.

M. BEBON indique qu'il s'agit de permettre le passage à la police.

M. PERRET indique les tournées de la police intercommunale et précise qu'il y a des moments sans police en raison du nombre de patrouille.

M. le Maire rappelle qu'il ne faut pas dresser un tableau négatif de la police intercommunale et qu'elle pourrait être utile pour des manifestations d'ampleur dans la commune. En cas d'urgence, la police nationale est gratuite et se déplace plus rapidement. En cas de problème de stationnement, elle fera rapidement le nécessaire.

M. GROUTSCH dit que cette délibération n'apporte ou n'enlève aucun service à la population de la commune et qu'il n'y a pas de problématique particulière.

Convention avec le Tennis club de Scy-Chazelles

Monsieur FRANZKE, Premier Adjoint au Maire, explique au Conseil Municipal que le Tennis Club de Scy-Chazelles souhaite conventionner avec la commune dans le cadre de l'occupation des locaux pour une durée de trois ans renouvelable pour la même durée.

Le club s'engage à :

- ne pas modifier la destination des installations qui lui sont confiées et doit veiller à la bonne utilisation des installations,
- assurer la propreté des abords des bâtiments et des services de jeu en plein air,
- maintenir en bon état les équipements annexes,
- aviser immédiatement la commune en cas de réparation à la charge de cette dernière,
- souscrire toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et couvrir tous les sinistres (incendie, explosion, dégâts des eaux...).
- Prendre en charge les frais de fonctionnement supportés par ce dernier dans le cadre de ses activités.

La commune s'engage à :

- assurer l'ensemble des équipements au titre de sa responsabilité civile,
- mettre gratuitement à la disposition du club les équipements sportifs.

Sur proposition de Monsieur FRANZKE, Premier Adjoint au Maire, il est proposé d'approuver la conclusion de cette convention.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Général de la Propriété des personnes publiques ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE la conclusion de la convention avec le Tennis Club de Scy-Chazelles.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

Approuvé à l'unanimité

Approbation de l'adhésion de la commune de Plappeville au Syndicat Mixte de Gestion Forestière du Val de Metz

Monsieur GROUTSCH, Adjoint au Maire en charge de la Communication, explique au Conseil Municipal que la commune de Plappeville souhaite adhérer au Syndicat Mixte de Gestion Forestière du Val de Metz. Les communes membres doivent se prononcer sur l'adhésion de la commune au syndicat conformément à l'article L 5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose qu'à « compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'admission de la nouvelle commune, dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable ». La commune a reçu le courrier du syndicat mixte le 12 octobre 2018.

Sur proposition de Monsieur GROUTSCH, Adjoint au Maire en charge de la communication, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'adhésion de la commune de Plappeville au Syndicat Mixte de Gestion Forestière.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du comité syndicale du 03 octobre 2018 approuvant l'adhésion de Plappeville au Syndicat Mixte.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE l'adhésion de la commune de Plappeville au Syndicat Mixte de Gestion Forestière du Val de Metz.

Approuvé à l'unanimité

M. CHOLLOT demande combien de communes composent ce syndicat.

M. GROUTSCH n'a pas le nombre exact, mais précise que Scy-Chazelles n'apporte que peu de recettes au syndicat en raison du peu de forêt dont elle dispose. Les recettes servent à renouveler les forêts et à les entretenir.

Mme COLLIN-CESTONE lit la remarque de M. HANEN : « Il faudrait mettre proposition d'adhésion plutôt que approbation de l'adhésion ».

Utilisation de la salle de l'Esplanade

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de modifier le règlement d'utilisation de la salle de l'Esplanade en raison des nuisances sonores causées par certains utilisateurs. Des voisins à proximité de la salle de l'Esplanade se plaignent de bruits de comportements provenant de l'utilisation de la cour intérieure de la mairie. Aussi, plusieurs solutions ont été envisagées dans le règlement afin de mettre un terme aux nuisances et de responsabiliser les utilisateurs de la salle.

Une caution « antibruit » d'un montant de 750 € est instaurée. Elle sera encaissée dans le cas où un agent assermenté aura constaté des nuisances sonores. Un limiteur de décibels pourra, par la suite, être installé dans la salle pour limiter le bruit causé par une musique trop forte.

L'assermentation d'un agent territorial permettrait de ne pas solliciter le policier municipal le week-end tout en constatant l'infraction sonore. L'article R571-92 du Code de l'Environnement dispose que « *Les infractions aux règles relatives à la lutte contre les bruits de voisinage, telles que définies par les articles R. 1337-6 à R. 1337-10-1 du code de la santé publique, peuvent être recherchées et constatées, outre par les agents mentionnés à l'article R. 1312-1 du même code, par des agents des communes désignés par le maire, à la condition qu'ils soient agréés par le procureur de la République et assermentés dans les conditions fixées à l'article R. 571-93 du présent code* ».

Enfin, la cour intérieure n'est pas louée à un utilisateur et son usage est limité aux seules livraisons de traiteur ou en cas d'évacuation d'urgence.

Le règlement d'utilisation de la salle a été modifié pour intégrer ces dispositions aux articles 25 et 26 ;

Sur proposition de Monsieur le Maire, il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'approuver les solutions proposées ci-dessus.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article R571-92,

Vu le règlement d'utilisation de la salle.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE la création de la caution « antibruit » de 750 € qui sera encaissée par la commune en cas de nuisances sonores imputables à l'occupant de la salle.

APPROUVE les modifications apportées au règlement d'utilisation des salles.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. En outre, il informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

PUBLIÉ LE :

TRANSMIS EN PREFECTURE LE :

PRECISE que ces dispositions seront applicables dès que la présente délibération entrera en vigueur pendant une période expérimentale d'un an. Un bilan du dispositif sera fait par l'assemblée délibérante à l'issue de cette période.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité

Mme LESURE demande si le limiteur de décibel est déjà installé.

M. le Maire lui répond qu'il pourrait être installé dans un second temps.

Mme LESURE demande à partir de quel moment l'usager saura si la musique est trop forte au niveau des décibels.

M. le Maire répond que cela concerne les nuisances sonores tant à l'intérieur de la salle qu'à l'extérieur avec les bruits de comportements.

M. MAHIEU dit que la disposition relative aux plaintes de voisinages comme pouvant servir de fondement à l'encaissement de la caution pour nuisance sonore est équivoque.

M. BEBON précise que seule la police peut constater l'infraction.

M. le Maire dit qu'il faut associer les voisins à la lutte contre les nuisances sonores, notamment par leurs signalements.

M. BEBON répète qu'un agent communal assermenté ne peut pas constater les nuisances sonores.

M. OMINETTI dit que la salle n'est pas insonorisée et qu'il s'agit d'une caisse de résonnance.

Mme COLLIN-CESTONE dit qu'il ne faut pas demander au voisinage d'être juge et partie.

M. le Maire dit qu'il faut au moins les associer à cette démarche de signalement, car ils sont les principaux concernés et les principales victimes de ces nuisances.

Les élus demandent à ce que cette disposition soit retirée du projet de délibération.

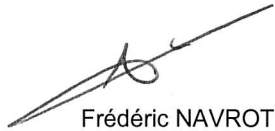
Mme HERRMANN demande aussi à ce que la délibération précise qu'il s'agit d'une expérimentation d'une durée d'un an.

M. BURGUND dit qu'il est possible pour le conseil municipal de revenir sur cette délibération à tout moment.

Mme HERRMANN indique qu'il faut tester ce dispositif avant de le pérenniser.

Fin de la séance à 19h20

Le Maire



Frédéric NAVROT

La Secrétaire de séance



Laurence HERRMANN